



Solidarité et protection dans les économies populaires d'El Alto (Bolivie) et de Rosario (Argentine) : une perspective polanyienne

Hadrien Saiag, Isabelle Hillenkamp

► To cite this version:

Hadrien Saiag, Isabelle Hillenkamp. Solidarité et protection dans les économies populaires d'El Alto (Bolivie) et de Rosario (Argentine) : une perspective polanyienne. *Economies et Sociétés*, série F, 2012, Solidarité versus protection, 46, pp.355-384. halshs-02343428

HAL Id: halshs-02343428

<https://shs.hal.science/halshs-02343428>

Submitted on 2 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Solidarité et protection dans les économies populaires d'El Alto (Bolivie) et de Rosario (Argentine) : une perspective polanyienne

Isabelle Hillenkamp

Institut de Socio-économie Université de Genève

Hadrien Saiag

Université Paris-Diderot, IRISSO et LADYSS

L'Amérique latine connaît depuis deux décennies un débat renouvelé sur la protection sociale, qui se concentre toutefois sur les systèmes nationaux de protection et sur les instruments de politiques publiques. Au travers d'enquêtes qualitatives dans les villes d'El Alto en Bolivie et de Rosario en Argentine, nous montrons l'importance et la diversité des pratiques de protection dans l'économie populaire, fondées sur différents types de solidarité au niveau local. Nous en proposons une interprétation théorique critique, à partir d'une relecture du concept polanyien de principe d'intégration économique tenant compte des vulnérabilités engendrées à la fois par le marché et par certaines structures sociales et de la possibilité de formes oppressives de protection.

During the last two decades, Latin America has experienced a renewed debate on social protection; nevertheless, it has been focused on the national protection systems and on the instruments of public policies. Though qualitative field work in the cities of El Alto in Bolivia and Rosario in Argentina, we show the relevance and diversity of the practices of protection within popular economy, based on different types of solidarity at the local level. We propose a critical theoretical

interpretation of these practices, based on a re-reading of the Polanyian concept of principle of economic integration taking into account the vulnerabilities created by both the market and social structures and the possibility of oppressive forms of protection.

INTRODUCTION

La question de la protection sociale dans les pays du Sud a connu récemment un regain d'intérêt, tant de la part d'universitaires¹ que d'organisations internationales². La plupart de ces recherches se sont cependant concentrées sur l'histoire longue des institutions de protection sociale et sur le rôle des pouvoirs publics, ainsi que sur leur place dans les politiques de développement ou de réduction de la pauvreté. Un rôle important des « ménages » dans la protection sociale ressort de certains de ces travaux [Bayón C., Roberts B., et Saraví G. (1998) ; Barrientos A. (2004) ; Martínez Franzoni J. (2008)], sans toutefois que les contours de ces ménages et les modalités de leur participation à la protection ne soit en général précisés.

Tout en tenant compte des résultats de ces travaux sur les formes et les transformations des systèmes nationaux de protection sociale³, cet article met l'accent sur le rôle des pratiques de protection par les acteurs des secteurs « populaires » des pays du Sud. Les politiques d'assurance et d'assistance sociale n'épuisent pas en effet l'ensemble des protections : les pratiques de type informel au niveau des foyers et des communautés permettent également de faire face à certaines vulnérabilités, en s'appuyant notamment sur des solidarités. Ces pratiques s'inscrivent dans une économie populaire, qui peut être définie⁴ comme « l'ensemble des activités économiques et des pratiques sociales développées par les groupes populaires en vue de garantir, par

¹ Notamment la littérature qui a proposé des adaptations aux pays du Sud de la typologie de Gøsta Esping-Andersen (1990) des types de capitalisme et des systèmes de protection sociale : Huber E. (2002), Barrientos A. (2004), Filgueira F. (2005) et Martínez Franzoni J. (2008).

² Notamment la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail (BIT/IL O) et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) [IDS Bulletin (2007) ; Gata, Hujo, Hesse et al. (2011) ; IL O (2011)].

³ Ce terme désigne ici l'ensemble des *politiques publiques* et des *institutions* nationales de protection sociale, comme les caisses de retraite et les assurances maladie ou accidents, par opposition aux *pratiques* de protection sociale. Il inclut, par extension, certaines politiques ou institutions décentralisées de protection sociale.

⁴ En suivant le courant initié depuis les années 1980 par des sociologues et économistes latino-américains [Hillenkamp I. (2009b)].

l'utilisation de leur force de travail et des ressources disponibles, la satisfaction des besoins de base, autant matériels qu'immatériels » [Sartia Icaza A-M. et Tiriba L. (2006), p. 259].

Nous fondons notre analyse sur un cadre conceptuel inspiré des travaux de Karl Polanyi. Nous montrons que son concept de principe d'intégration économique et son analyse du mouvement d'« autoprotection de la société » [Polanyi K. (1983)] face à l'expansion du principe de marché peuvent être actualisés pour tenir compte de la manière dont les pratiques de production, d'échange et de financement de l'économie populaire contribuent à la protection sociale⁵. Nous articulons ainsi la réflexion sur la protection sociale, au sens large, à celle sur la solidarité. D'une part, nous reconnaissons le rôle de protection que peuvent jouer les solidarités, sans pour autant réduire la solidarité à un instrument de la protection. D'autre part, nous rejetons toute idéalisation de la solidarité et en distinguons différents types, en lien avec les principes d'intégration économique identifiés par Karl Polanyi [*ibid.*, chapitre 4] : solidarités entre pairs répondant au principe de réciprocité, qui peuvent exclure ceux qui n'appartiennent pas au groupe solidaire ; solidarités hiérarchiques associées au principe de redistribution ; solidarités domestiques associées au principe de *householding*, traduit en français par « administration domestique », pouvant prendre une forme égalitaire ou au contraire hiérarchique.

Notre étude se fonde sur des enquêtes de terrain au sein de l'économie populaire de deux villes latino-américaines : El Alto, en Bolivie, et Rosario, en Argentine. L'enquête à El Alto avait pour objectif d'analyser les types d'interdépendances entre pratiques de production et d'échange au niveau de trente organisations d'économie « solidaire » (enquête de neuf mois entre 2005 et 2007) et de trente-deux productrices de l'économie populaire appartenant à huit organisations de ce type (avril-juin 2010). À Rosario (enquête d'août à décembre 2009), il s'agissait d'analyser les interdépendances induites par les pratiques financières des acteurs de l'économie populaire à partir de la reconstruction de dix-huit budgets familiaux⁶. Dans les deux cas, le principe polanyien d'intégration économique permet d'appréhender sous un même prisme des pratiques de protection et de solidarité de nature

⁵ Cette analyse rejoint celle de Bruno Théret (2011) par l'intérêt qu'elle porte aux modalités par lesquelles les principes polanyiens d'intégration économique prennent corps et évoluent dans les institutions qui étaient les pratiques de production, d'échange et de financement.

⁶ On trouvera de plus amples détails sur les méthodologies adoptées respectivement dans Hillenkamp (2009a : chapitre 3) et Saïag (2011 : chapitre 1).

diverse. La comparaison de ces deux cas permet, par le contraste existant entre eux, de révéler plusieurs aspects de notre problématique. El Alto, ville jumelle de La Paz d'environ 900 000 habitants en 2010, a dû rapidement absorber un flux massif de migrants indigènes venus de l'altiplano rural voisin, à travers une économie populaire en forte croissance, à l'écart du système national de protection sociale. Au contraire, Rosario, troisième agglomération argentine (environ 1 100 000 habitants en 2010) fait figure de bastion industriel, qui a su intégrer une partie importante des couches populaires au sein du système national de protection sociale à travers le salariat jusqu'aux années 1990.

L'argument est présenté en trois temps. Nous précisons d'abord les caractéristiques des systèmes et pratiques de protection au Sud et le cadre polanyien qui constitue notre point de départ. Celui-ci est ensuite mobilisé pour analyser les sources de vulnérabilité des acteurs des économies populaires d'El Alto et de Rosario, puis les pratiques de protection qui y répondent. La conclusion présente quatre pistes de recherche visant à prolonger la présente réflexion.

I. – SYSTÈMES NATIONALS ET PRATIQUES DE PROTECTION SOCIALE :

UN CADRE D'ANALYSE POLANYIEN

I.1. La protection sociale : un regard porté vers le Sud

La typologie des « régimes d'État-providence » (*welfare state regimes*) de Gøsta Esping-Andersen (1990) qui distingue un modèle « libéral », « conservateur-corporatiste » et « social-démocrate », constitue la principale référence des travaux sur la protection sociale. Ancrée dans une analyse statistique comparative entre pays dits « développés »⁷ et accordant un rôle central à l'État dans la protection des populations, elle ne permet guère de rendre compte des systèmes et pratiques de protection sociale dans les pays du Sud. Dans ces pays, l'État est loin en effet d'être l'unique pourvoyeur de protection sociale, que ce soit faute de moyens ou de volonté politique [Destremau B. et Lautier B. (2006) ; Gough et Wood, éds. (2004)] : son action envers les populations à bas revenus est surtout orientée vers la contention de la pauvreté, plutôt que vers la protection et le bien-être de l'ensemble de la population [Bizberg I. et Thérêt B. (2012)]. De plus, les institutions nationales de protection sociale font l'objet de fréquentes remises en

cause, que ce soit du fait de l'instabilité macroéconomique, de la faible part du salariat dans la population active, du clientélisme ou de la structure démographique [Mesa-Lago C. (2009)] : tantôt se développent des « sociétés duales » [Destremau B. et Lautier B. (2006), p. 8], dans lesquelles les salariés (déclarés) bénéficient de la plupart des protections offertes par le système national de protection sociale, alors que le reste de la population est relégué au rang de bénéficiaires des programmes nationaux d'assistance aux pauvres (lorsqu'ils existent) et de l'aide internationale ; tantôt ces protections étatiques sont presque absentes et seuls les riches peuvent recourir à des systèmes d'assurance privée. La vulnérabilité caractéristique des emplois de type informel et non salarié requiert pourtant des protections spécifiques [Lund, F (2008) ; Unni J. et Rani U. (2003)].

Ainsi, la protection des populations à bas revenus dans les pays du Sud allie généralement des mécanismes divers : subsides issus de politiques d'assistance aux pauvres délivrés par les gouvernements nationaux, des ONG ou l'aide internationale ; prestations universelles, notamment dans le domaine de la santé, mais qui sont souvent de faible ampleur et de piètre qualité ; syndicats de travailleurs de l'informel, communautés religieuses, assistance financière provenant de la communauté ou de la famille élargie, coopératives, groupements d'économie solidaire, etc. [Unni J. et Rani U. (2003) ; Hillenkamp I. (2009a), Lemaître A. (2009)]. L'importance relative de tels mécanismes varie en fonction des pays et des groupes sociaux [Martinez Franzoni J. (2008)] et ils fonctionnent sur des bases qui leur sont propres, comme la solidarité, l'affiliation volontaire, la reproduction du groupe domestique, mais aussi le clientélisme ou la protection hiérarchique.

De nombreux auteurs ont souligné le rôle clé joué par la famille et la communauté dans la protection des populations du Sud [Martinez Franzoni J. (2008) ; Martinez J., Molyneux M. et Sánchez-Ancochea D. (2009) ; Destremau B. et Lautier B. (2006)]. Pourtant, peu d'analyses détaillées existent à ce sujet. Ce déficit tient sans doute à la difficulté à observer ce type de protection à travers les seuls indicateurs statistiques : il est nécessaire de se situer, à l'aide d'études de terrain, au niveau des pratiques. De telles études sont d'autant plus urgentes que, d'une part, il semble qu'au sein des économies populaires, il n'existe pas de modèle universel basé sur l'appropriation individuelle des revenus, mais un ensemble de règles précises de partage des charges et des revenus entre les différents membres de la maisonnée, propres à chaque contexte [Vera-Sanso P. (2008) ; Guérin I. (2008) ;

⁷ Cette typologie est basée un échantillon comprenant douze pays d'Europe continentale, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Thorsen D. (2002)] ; et, d'autre part, que l'on observe, notamment en Amérique latine, un glissement dans la cible des politiques de réduction de la pauvreté qui passe d'individus considérés comme vulnérables (femmes, handicapés, personnes âgées, etc.) aux foyers, indépendamment de leur composition [Barrientos A., Gideon J. et Molyneux M. (2008)].

Le défi posé par l'analyse de la protection sociale dans les pays du Sud est donc le suivant : rendre compte de l'hétérogénéité de ses principes, de ses pratiques et de ses institutions, sans pour autant se réduire à un inventaire.

1.2. Une perspective polanyienne

Les concepts proposés par Karl Polanyi apportent une base théorique pour cette analyse. Dans *La Grande transformation* [(1983), p. 179-285], il aborde la protection sociale au travers du mouvement d'« autoprotection de la société » qui s'oppose, notamment dans l'histoire britannique du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle, à l'exposition aux risques découlant de l'essor du principe de marché. Parallèlement à l'analyse historique de ce « double mouvement » [*ibid.*, (1983), p. 179], il propose, au plan conceptuel, quatre principes « d'intégration économique » permettant d'analyser la manière dont les activités de production, d'échange et de financement sont insérées dans le tissu social : la réciprocité, la redistribution, le *householding* [*ibid.*, chapitre 4]⁸ et le principe de marché [chapitre 5]. Ces principes, idéels, ne se confondent pas, pour Polanyi, avec les institutions réelles, mais s'entrecroisent au contraire selon des configurations multiples dans les institutions.

Par principes d'*intégration économique*, il faut donc entendre les principes fondamentaux d'organisation socioéconomique, qui ne sauraient être réduits, en particulier, à de simples modalités de transfert ou d'échange [Servet J.-M. (2011)]. Chaque principe désigne une moda-

⁸ Pour ce qui est du principe de *householding*, nous reprenons ici le terme original anglais dans *The Great Transformation*, plutôt que sa traduction française (Catherine Malamoud et Maurice Angeno, 1983) d'« administration domestique » [Polanyi K. (1983), p. 83]. Polanyi appuie sa définition du *householding* sur la distinction par Aristote entre la production d'usage et la production tournée vers le gain [*ibid.*, p. 84]. Celle-ci n'implique pourtant pas de notion d'administration. Dans « Aristote découvre l'économie » [in Polanyi et Arensberg, 1975], Polanyi revient sur le cadre de référence du penseur grec et montre que le partage ou « action de donner une part » (*metadois*) et la réciprocité (*antipeponthos*), et non « l'administration », sont, pour Aristote, les principes de fonctionnement d'une communauté (*oikos*, polis ou autre) fondée sur l'autosuffisance et la justice (p. 104-105, 112 et 116-17).

lité particulière d'*interdépendance* entre activités de production, d'échange et de financement capable d'organiser la société, bien que, pris isolément, chaque principe comporte un risque totalitaire. L'histoire du XX^e siècle fournit des exemples de projets de société fondés respectivement sur le principe de marché et de redistribution : le premier part d'une coordination grâce aux interdépendances résultant *mécaniquement* de la confrontation de l'offre et de la demande dans un système de marchés ; le second, d'une *centralisation* des ressources et des décisions au niveau étatique, s'accompagnant du prélèvement fiscal et du versement de prestations sociales ou de subsides aux entreprises. Il induit des interdépendances hiérarchiques entre le sommet et la base. Quant à la réciprocité, elle désigne le principe d'intégration économique fondé sur la préoccupation de chacun pour les conséquences de ses actes pour le groupe. Le *householding*, enfin, peut être considéré comme un principe axé sur la satisfaction des besoins hiérarchisés des membres d'un groupe domestique, défini par une identité commune découlant généralement de relations d'alliance et de filiation, biologique ou non [Hillenkamp I. et Servet J.-M. (2011)]. Le fonctionnement autarcique peut être considéré comme un cas particulier [Gregory (2009), p. 143]. De manière générale, le *householding* repose sur un groupe se considérant comme clos du fait d'une identité et de ressources partagées, mais qui n'est pas nécessairement autarcique [Hillenkamp (2012)].

Dans la trame de *La Grande Transformation*, trois principes se fondent donc sur l'immersion des activités de production, d'échange et de financement dans la société et sont considérés comme des supports de son autoprotection : la réciprocité, la redistribution et le *householding*. Le quatrième principe, celui de marché, est considéré comme un vecteur de risque et de vulnérabilité. Cette focalisation de Polanyi sur les effets destructeurs du « marché autorégulateur » se comprend historiquement par le contexte de dérégulation ayant entraîné la montée des régimes fascistes durant les années 1930. Pourtant, ce point de vue le conduit, d'une part, à ignorer les possibilités d'émancipation par le marché et, d'autre part, à sous-estimer les formes d'oppression sur lesquelles se fondent certains mécanismes de protection. Pour actualiser la pensée de Karl Polanyi, il faut donc renoncer à la dichotomie du « double mouvement » qui tend à idéaliser la société et à diaboliser le marché, en introduisant l'émancipation comme troisième terme d'un « triple mouvement » aux côtés de la marchandisation et de la protection [Fraser N. (2011)]. Selon les cas, l'émancipation pourra s'appuyer sur la marchandisation, comme par exemple lorsque l'accès à un

emploi salarié permet aux femmes d'échapper en partie à la domination masculine, ou reposer sur la protection, comme par exemple lorsque de nouvelles prestations sociales accroissent le degré d'autonomie des personnes. Parallèlement, les vulnérabilités ne sont plus considérées uniquement comme découlant de l'exposition au principe de marché mais résultant aussi de formes oppressives de protection telles celles, fondées sur les discriminations raciales, qui entraînent exclusion, inégalités et pauvreté. Ce cadre d'analyse met finalement à jour l'ambiguïté des principes d'intégration économique : le principe de marché peut être un vecteur d'émancipation ou d'exposition aux risques par rupture des liens sociaux ; les principes de redistribution, de réciprocité et de *householding* peuvent être des vecteurs de solidarités protectrices ou oppressives.

Le cadre conceptuel polanyien actualisé en tenant compte des liens complexes entre marchandisation, protection et émancipation permet alors de compléter l'analyse des systèmes nationaux de protection sociale par celle des pratiques de protection : 1) en tenant compte de l'ensemble des lieux possibles, situés « dans l'économie » ou « dans la société », de la vulnérabilité et de la protection ; 2) en proposant un appareil conceptuel – celui des principes d'intégration économique – révélant l'existence de mécanismes de protection au sein même des pratiques économiques et permettant de distinguer les types d'interdépendance et de solidarité dans lesquels ils s'inscrivent ; 3) en distinguant les principes des institutions et en invitant à considérer les différents niveaux institutionnels (notamment l'articulation entre le niveau local des institutions domestiques et de l'économie populaire et celui des politiques publiques) où la protection est mise en œuvre de manière formelle ou informelle.

II. – SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE ET VULNÉRABILITÉS DANS L'ÉCONOMIE POPULAIRE

II.1. El Alto : l'expansion du marché dans un contexte de domination raciale et d'exclusion du système national de protection sociale

El Alto est la ville la plus pauvre de Bolivie, qui est l'un des pays d'Amérique du Sud avec le plus bas revenu moyen par habitant⁹. 73 % de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté, contre 44,5 %

⁹ 4 357 dollars (PPA) par habitant pour 2008 d'après le PNLD.

dans la ville voisine de La Paz. Plus de 80 % se reconnaissent par ailleurs comme indigènes, essentiellement Aymaras¹⁰. En 2000, 20 % environ de la population active est salariée dans une entreprise privée de plus de cinq personnes et 10 % dans le secteur public. Des 70 % restants, la moitié environ travaillent à leur compte ou pour celui d'un membre de leur famille et un cinquième sont employés dans une micro-entreprise de moins de quatre personnes. Il s'agit d'activités le plus souvent informelles non enregistrées auprès du système national de protection sociale (Caisse nationale de santé et sociétés privées administratrices de fonds de pension), principalement dans les secteurs de la manufacture, du petit commerce et de la petite restauration. Elles témoignent d'un fort degré de fragmentation du tissu entrepreneurial et se caractérisent par un faible revenu moyen : seulement 38 % des revenus dans les entreprises privées de plus de cinq personnes et dans les emplois publics. Les 1,4 % d'emplois restants correspondent aux employés domestiques [Rojas B. et Germán Guaygua Ch. (2003), p. 20 et UDAPE (2007), p. 9]¹¹.

La population d'El Alto est ainsi l'archétype d'une population périphérique hautement vulnérable, à la capacité individuelle et collective insuffisante pour faire face aux risques de l'existence et pour saisir les opportunités de la nouvelle vie urbaine. Cette vulnérabilité provient à la fois de formes anciennes d'oppression ancrées dans les rapports sociaux issus de l'époque coloniale et de l'exposition à un « principe de marché » prétendant à une position hégémonique depuis le milieu des années 1980.

La construction d'El Alto remonte aux lendemains de la Révolution nationale de 1952 qui a mis fin à la république oligarchique qui prévalait depuis les années 1880. Les institutions les plus évidentes de contrôle du travail fondées sur la naturalisation, la hiérarchisation et la « classification » raciale [Quijano A. (2000)] sont abolies en 1952, de même que le système de servitude (*pongué*) obligeant les indigènes à travailler gratuitement sur les terres des propriétaires d'haciendas. Puis, en 1953, une réforme agraire redistribue les terres des haciendas aux indigènes devenus paysans libres. Ces mesures sont toutefois loin de supprimer toutes les formes d'exploitation raciale et de reproduction

¹⁰ Qui constitue, avec les Quechuas, l'un des deux principaux peuples précolombiens de l'actuel Altiplano bolivien (données du recensement national de 2001).

¹¹ À notre connaissance, on ne dispose ultérieurement au niveau d'El Alto que des données de l'Unité d'analyse des politiques économiques de Bolivie [UDAPE (2007)], qui agrègent les trois dernières catégories d'emploi informel. On observe un pic de la part de ce type d'emploi à 76,3 % lors de la crise politique et économique en 2002-2003, puis une réduction pour retrouver un niveau de 70 % vers 2006.

de la pauvreté. Durant les décennies suivantes, la petite taille des parcelles sur l'Altiplano, le faible rendement des terres, les techniques culturales, le faible niveau des prix agricoles et l'incapacité à gérer les risques naturels poussent de plus en plus de paysans aymaras sur les routes de l'exode. El Alto est leur principale destination. Sa population passe de 11 000 habitants en 1950, à 95 434 en 1976 et 223 239 en 1985 [Sandoval G. et Sostres M-F. (1989), p. 47]. Cette population se caractérise donc par une vulnérabilité élevée, résultant notamment d'une histoire collective d'exploitation et d'un affaiblissement des solidarités internes sous l'effet de la migration.

La situation s'aggrave avec le plan d'ajustement structurel de 1985. La chute du prix mondial des minerais d'exportation, la crise de la dette publique extérieure et l'hyperinflation, imposent au gouvernement d'Unité démocratique et populaire une libéralisation accélérée de l'économie, impliquant en particulier la fermeture des mines publiques. Les solidarités de classe entre mineurs en sont considérablement affaiblies. De plus, des centaines de milliers de familles rurales se retrouvent alors sur les routes. Environ 100 000 personnes arrivent à El Alto entre 1985 et 1987. Durant les années 1990 et 2000, la croissance urbaine se poursuit à un rythme annuel de l'ordre de 4 à 5 %.

L'insertion des nouveaux migrants à l'économie populaire d'El Alto se pose alors essentiellement en termes d'insertion dans une économie de marché. Sous l'effet notamment de l'ouverture du commerce extérieur et de la suppression des contrôles internes, le principe de marché devient dominant dans les échanges aux niveaux local et national. L'*idéologie* du marché s'impose également aux migrants devenus petits producteurs et commerçants urbains, prenant peu à peu la place les solidarités de classe dans les représentations collectives des mécanismes d'ascension sociale [Calderón F. et Laserna R. (1995), p. 51]. Si le marché offre effectivement des opportunités individuelles d'entrichissement et d'autonomie, la plupart des habitants d'El Alto refusant la coopération rencontrent pourtant de grandes difficultés pour assurer seuls leur subsistance [Rosset P. et Rojas B. (2000), p. 40-41 ; Wauderley F. (2004), p. 20]. Le marché cause une rupture des interdépendances – volontaires ou héritées, de classe ou communautaires – qui, combinée à la fluctuation des quantités et des prix dans un contexte d'inégalités et de pauvreté, tend à accroître la vulnérabilité. Celle-ci est d'autant plus grande que l'étiollement des solidarités, qui offraient une protection locale, n'est que faiblement compensé par le système national qui adosse les assurances sociales au statut de salarié ou d'entre-

preneur formel. Aussi les habitants d'El Alto sont-ils largement exclus du bénéfice du système national, notamment dans les domaines de la santé et des retraites.

La gestion du risque santé (maladie, maternité et accident) relève de la Caisse nationale de sécurité sociale (*Caja Nacional de Seguridad Social*) renommée en 1985 Caisse nationale de santé (*Caja Nacional de Salud*). Réservée aux travailleurs, principalement masculins, ayant un emploi formel, elle est fondée sur un modèle corporatiste et bipartite. Elle ne couvrait, en 1985, que 26,3 % de la population totale bolivienne, une proportion faible quoique en constante hausse depuis les années 1950. Durant la période 1986-1990, sous l'effet du plan d'ajustement structurel, cette couverture chute à 21,3 % de la population. Durant les deux décennies suivantes, elle récupère progressivement son niveau de 1985, atteignant 27,8 % en 2006 [Salazar C. et al. (2009), p. 40-41]. Alors que ce taux de couverture est le plus bas de la région et que ce système reste parmi les plus inégalitaires, de nouvelles prestations visant les populations les plus vulnérables sont mises en place à partir des années 1990 comme le PAN (*Programa Nacional de Atención a Niñas y Niños Menores de 6 años*) pour les enfants de moins de 6 ans, le SUMI (*Seguro Universal Materno Infantil*) pour la protection maternelle et infantile, le *Seguro de Vejez* qui offre une assistance médicale gratuite aux personnes âgées, puis, depuis 2009, le fonds « Juana Azurduy de Padilla » qui octroie des bons en espèces aux femmes enceintes et mères de jeunes enfants sous condition qu'elles se rendent à une série de consultations médicales¹². Ces programmes s'adressent à l'ensemble de la population, mais ils restent fortement discontinus et la qualité des soins est globalement défectueuse [ibid., p. 41-44].

Le système des retraites a été l'objet d'une importante réforme en 1996-97. L'assurance-retraite par répartition, qui couvrait environ 22 % de la population économiquement active dont les deux tiers de fonctionnaires publics, a été remplacée par un système de retraites par capitalisation géré par des sociétés privées. En outre, la moitié du capital issu des privatisations a servi à constituer un fonds distribuant à tous les Boliviens de plus de 65 ans une pension nommée Bonosol (*Bono solidario*, soit bon de solidarité). D'un montant annuel de 230 dollars, ce bon connaît toutefois de nombreux problèmes de financement, de

¹² Ce type de transfert d'argent conditionnel s'est développé depuis les années 1990 en Amérique latine, notamment au Mexique et au Brésil où ils ont pris la forme d'une politique sociale de grande ampleur au travers des programmes *Oportunidades* et *Bolsa Familia* respectivement.

sorte que la subsistance de la grande majorité des personnes âgées continue de reposer dans une large mesure sur leur famille. Depuis 2008, le gouvernement d'Evo Morales a transformé le Bonosol en *Renta Dignidad*, désormais destinés aux Boliviens de plus de 60 ans ne bénéficiant pas d'une retraite du secteur formel et financé, toujours de manière incertaine, par les revenus du secteur des hydrocarbures qui a été renationalisé [Barrientos A. *et al.* (2008), p. 766-67 ; UDAPE (2010), p. 35].

À cela s'ajoutent divers programmes de réduction de la pauvreté depuis la deuxième moitié des années 1980, fondés notamment sur des programmes de travail contre aliments, puis de travail temporaire comme PLANE (2001-2006) et PROPAIS (2006-) et enfin d'« éradication de la pauvreté extrême » par des bons alimentaires pour les enfants de moins de deux ans (projeté par le second gouvernement d'Evo Morales). Leur impact, de nouveau, reste limité à la fois du fait de leur faible couverture et du caractère ponctuel de leur action [Instituto Prisma (2000), p. 24-28 ; Salazar C. *et al.* (2009), p. 44].

II.2. Rosario : une transformation du système de protection sociale induite par le recul du salariat

Rosario et sa banlieue se caractérisent par un accroissement de la vulnérabilité de ses secteurs populaires depuis une vingtaine d'années. Cependant, ses sources diffèrent de celles observées à El Alto : ni la discrimination ethnique, ni les migrations ne sont ici déterminants¹³. À Rosario, l'accroissement de la vulnérabilité est d'abord dû aux transformations d'un système national de protection sociale de type bismarckien induites par la croissance de l'emploi informel.

Il faut souligner ici le rôle important joué par le démantèlement du rapport salarial parmi les couches populaires de Rosario. La périphérie de Rosario est sur ce point exemplaire : jusqu'au début des années 1990, la zone était fortement industrialisée. Les emplois occupés par les couches populaires étaient principalement des emplois salariés, dont les caractéristiques étaient proches du rapport salarial fordiste qu'ont connu les pays occidentaux [Sosa R. (2007), p. 281-398]¹⁴. Dès

¹³ La situation des Amérindiens Tobas originaires de la province du Chaco ayant migré dans les bidonvilles de Rosario durant les années 1980 et 1990 est sans doute différente [Bou L.-C. (2000)]. Cependant, l'enquête mobilisée ici n'a pas porté sur cette population.

¹⁴ Il est difficile d'obtenir des données quantitatives précises quant à l'évolution des conditions de travail dans ces zones, car les chiffres les plus précis dont nous disposons se réfèrent, au mieux, à l'agglomération de Rosario, au sein de laquelle l'ancien « cor-

lors que l'on ne remettait pas en cause la structure hiérarchique des grandes entreprises industrielles, l'emploi était assuré jusqu'à la retraite. Parmi les couples mariés, le mari était généralement l'unique pourvoyeur de revenus monétaires, et son statut de salarié contribuant au système national de protection sociale assurait la couverture de l'ensemble des membres du foyer. Aussi, les couches populaires de Rosario étaient assurées d'un revenu relativement stable et étaient intégrées au sein du système national de protection sociale.

Cependant, ce mode d'intégration dans le système de protection sociale par le salariat a été fortement remis en cause par la politique macroéconomique des années 1990, à travers la mise en place en 1991 du régime dit de « convertibilité ». L'instauration d'une parité fixe entre le peso et le dollar correspondait à une surelévation du taux de change, d'autant plus problématique que l'Argentine ouvrait alors ses portes au commerce international. Devant l'impossibilité de dévaluer le peso argentin (la confiance résidant entièrement dans sa parité fixe [Roig A. (2007)]), seules la déflation et l'austérité salariale pouvaient permettre aux grandes entreprises du secteur industriel de faire face à la concurrence internationale [Beccaria L. *et al.* (2007), p. 174-178 ; del Pont M. et Valle H. (1998)]. La « flexibilisation » du marché du travail a alors pris des formes extrêmes afin de tenter de compenser la perte de compétitivité-prix, à travers la création de nouvelles formes d'emplois dont les cotisations aux régimes de sécurité sociale étaient limitées. L'année 1995 a été marquée par l'instauration d'une période d'essai obligatoire de trois mois pour tous les types de contrats, par la généralisation progressive du recours à l'emploi à temps partiel et par la création de plans gouvernementaux visant à créer des emplois dépourvus de couverture sociale dans le secteur public. Cependant, ces mesures n'ont pas permis de relancer l'emploi industriel formel. Au contraire, durant les années 1990, le nombre de travailleurs non affiliés au système national de protection sociale s'est considérablement accru¹⁵ et les périphéries de Rosario ont connu une forte désindustrialisation.

don industriel] occupe une place à part. Outre le travail de Ruth Sosa, nous nous basons sur les entretiens menés avec nos enquêtés ainsi qu'une longue discussion avec l'historien spécialiste et originaire de Capitan Bermúdez, directeur du programme historique de la ville, Pablo Sapei (novembre 2009).

¹⁵ Il est difficile de proposer une quantification fiable de ce phénomène, tant les modalités de sa mesure sont multiples et sujettes à controverses. Notons cependant que les auteurs s'attachent à cette tâche convergent sur l'augmentation générale de la précarisation du marché du travail [voir par exemple Beccaria L. *et al.* (2007) ; Savveda-Chanduviri J. (2007) ; Rotman R. et Lucchetti L. (2006) ; Apella T. et Casanova L. (2008) ; del Pont M. et Valle H. (1998) ; et Giosa Zuzáta N. (2007)].

Ce bouleversement dans l'emploi des secteurs populaires n'a pas entièrement été remis en cause par la sortie du régime de convertibilité à partir de 2002. Le changement majeur dans les politiques en matière d'emploi résulte alors de la politique de taux de change du peso qui est ouvertement sous-évalué de manière à rendre plus compétitives les productions nationales et à assurer une ré-industrialisation partielle de l'Argentine [Giosa Zuazúa N. (2007)]. Certes, la proportion de travailleurs salariés ne cotisant pas auprès du système argentin de sécurité sociale (ANSES) a chuté de manière significative, de 42,5 % à 35,0 % entre 2002 et 2007, avant de se stabiliser à partir de la fin de l'année 2007. Cependant, cette réduction n'est que relative car entièrement due à la croissance du nombre absolu de travailleurs déclarés entre 2002 et 2007 – alors que le nombre absolu de salariés non déclarés a, quant à lui, légèrement augmenté entre 2003 et 2010 [Damill M. *et al.* (2011), p. 24-28]. Aussi, existe-t-il en Argentine un emploi informel considérable que la politique macroéconomique actuelle est impuissante à contenir. La segmentation du marché du travail est renforcée par la disparité croissante des rémunérations entre les emplois déclarés du secteur privé et les autres types d'emploi (non déclarés au sein du secteur privé et l'ensemble des emplois du secteur public) : seuls les salaires réels moyens versés par le secteur privé déclaré ont retrouvé en 2004 puis dépassé leur niveau d'octobre 2001. Au contraire, les rémunérations réelles du secteur public et du secteur privé non déclaré stagnent depuis 2002. Elles avaient en moyenne diminué de 25 % en 2006 par rapport à leur niveau d'octobre 2001 [Giosa Zuazúa N. (2007), p. 42 ; Feliz M. et Pérez, P. (2007), p. 338].

L'économie populaire de Rosario a été particulièrement touchée par la marginalisation du salariat et l'informalisation de l'emploi. Ainsi, au moment de l'enquête, aucune des personnes enquêtées n'était salariée, ni ne bénéficiait d'une relative stabilité de l'emploi et des droits sociaux liés au salariat (chômage, maladie, retraite, etc.). Toutes ont, ces vingt dernières années, expérimenté (personnellement ou non) un rapport salarial de type fordiste. Or, en 2009, la plupart d'entre elles vivaient d'une combinaison de travaux journaliers (*changas* – construction, nettoyage, débroussaillage de parcelles abandonnées, aides ponctuelles dans le cadre d'activités commerciales, etc.), de salariat précaire (principalement dans le transport et la construction pour les hommes, dans des ateliers de couture pour les femmes), d'auto-emploi (vente de vêtements et de nourriture dans les rues, ateliers de couture à domicile, recyclage de déchets urbains, revente d'articles usagers sur des places de marché fonctionnant sur la base d'une mon-

naie complémentaire locale [Saïag H. (2011)] et de programmes publics d'assistance aux pauvres (*planes*). Aucune personne enquêtée ne cotisait auprès du système national de protection sociale.

La montée de l'emploi informel s'est traduite par un accroissement de la vulnérabilité des secteurs populaires de Rosario, pour deux raisons au moins. La première est que les revenus issus de ces activités sont beaucoup moins réguliers que ceux issus de « l'ancien » rapport salarial, puisque les fluctuations des ventes se traduisent désormais directement dans les revenus. Plus encore, il est possible de qualifier la situation des travailleurs informels de « double dépendance monétaire » [Saïag H. (2011), p. 303-311] : leurs revenus dépendent des dépenses effectuées par les salariés, qui dépendent de celles de leurs employeurs propriétaires des moyens de production, puisque ces derniers bénéficient d'un accès privilégié aux moyens de paiement à travers le crédit à la production¹⁶. Dans une telle configuration institutionnelle, le rapport salarial régule le rythme de circulation des moyens de paiement : à Rosario, les salariés déclarés sont généralement payés une (pour les employés municipaux notamment) à deux fois par mois (le 5 et 20). Aussi, les revenus des travailleurs informels dépendent fortement de ces dates, alors que ni les dépenses des foyers ni les besoins financiers propres aux activités productives situées à la marge du salariat ne suivent une temporalité mensuelle ou bimensuelle.

Le démantèlement du rapport salarial fordiste a également accru la vulnérabilité des catégories populaires à travers son impact sur le système national de protection sociale. En effet, à la différence du cas bolivien, le système de protection sociale argentin est relativement ancien (les premières caisses de retraite remontent à la fin du XIX^e siècle) et a couvert jusqu'à 69 % de la population active en 1980 [Lewis C. et Lloyd-Sherlock P. (2009), p. 118]. Jusqu'au milieu des années 1990, il suivait principalement un modèle bismarckien, qui combinait une solidarité entre salariés (à travers les contributions salariales au système national de protection sociale) et des protections patronales et étatiques (à travers les contributions des employeurs et les transferts opérés depuis le budget national [Goldberg L. et Lo Vuolo R. (2006)]). Ce système a été fragilisé par la montée de l'emploi informel durant les années 1980 et 1990, car les protections accordées sont restées liées à l'emploi salarié déclaré jusqu'à la fin des années

¹⁶ C'est pourquoi Benetti et Carrelher (1980) qualifient la relation qui lie et sépare les capitalistes des salariés de « dépendance monétaire » [voir également Orléan A. (2008)].

1990. Afin de faire face à l'exclusion des travailleurs informels du versant « contributif » du système de protection sociale, les différents échelons de gouvernement ont mis en place des programmes d'assistance dits « non contributifs » visant spécifiquement les foyers les plus vulnérables [Barrientos A. (2009) ; Rodríguez Enríquez C. et Reyes M. (2006)].

La protection offerte par ces programmes repose entièrement sur la protection hiérarchique des pouvoirs publics et ne présente, de ce fait, plus aucun élément de solidarité entre salariés. Les bénéfices ainsi octroyés offrent en outre un niveau de protection nettement inférieur à celui des programmes dits « contributifs ». Par suite, les couches populaires de l'ancien cordon industriel de Rosario ont été majoritairement repoussées vers des programmes discriminatoires qui répondent mal aux besoins croissants de protection engendrée par la montée de l'emploi informel.

III. – DES MÉCANISMES LOCAUX DE SOLIDARITÉ ET DE PROTECTION

Face à ces nouvelles vulnérabilités et aux carences des systèmes nationaux de protection sociale, les populations touchées développent des mécanismes locaux de protection dont certains se fondent sur des solidarités. Ces mécanismes se situent au niveau des foyers et, notamment à El Alto, de groupes dits « d'économie solidaire » (*economía solidaria*). Une observation de ces pratiques permet de montrer leur contribution à la protection de ces populations et d'analyser les principes d'intégration économique et les types – émanicipateurs ou oppresseurs – d'interdépendance sur lesquels ils se fondent.

III.1. El Alto, entre solidarités domestiques, réciprocitaires et redistributives

De nouvelles solidarités domestiques pour sécuriser l'approvisionnement en aliments

Un premier type de pratiques courant à El Alto consiste à faire face à la faiblesse et à l'irrégularité des revenus monétaires en assurant une part d'autoconsommation alimentaire par une activité agricole ou de petit élevage. Cette production a lieu dans différents espaces et mobilise différents types de solidarités et principes d'intégration économique.

Les lotissements urbains constituent un premier lieu de production. Une habitation à El Alto consiste en une ou plusieurs pièces construites sur un lotissement d'une superficie considérablement supérieure. L'espace ainsi disponible pour l'agriculture est important dans les quartiers périphériques des villes, comme l'observe pour toute l'Amérique latine un rapport de la FAO [(2011)]. Le principe d'intégration économique dominant est ici celui du *householding* : le partage du travail et de la production agricole au sein de l'ensemble ou, plus rarement d'une partie de la famille vivant sur la parcelle. Celle-ci peut être une simple famille nucléaire, mais aussi une famille étendue ou composée, incluant plusieurs générations ou des parents latéraux, notamment de jeunes parents arrivés de la campagne. La stratégie est celle d'une autarcie partielle mettant une partie de l'alimentation à l'abri des fluctuations résultant des échanges marchands (qu'il s'agisse de la fluctuation des prix des aliments sur les marchés, ou, indirectement, des fluctuations des revenus dues à celles du prix d'autres produits ou du marché de l'emploi).

La production agricole urbaine se double d'une production dans les communautés rurales dont sont originaires les habitants d'El Alto. Un peu moins du tiers d'entre eux¹⁷ y est toujours propriétaire de terrains ou de troupeaux (ovins et camélidés). Cela suppose de remplir deux conditions. Premièrement, les citadins doivent, en échange de l'accès à la terre, maintenir des liens étroits avec leur communauté d'origine : engagement dans le système politique local, participation à des commissions de travail, ainsi qu'aux fêtes rituelles et aux relations de patronage (*compadrazgo*). Deuxièmement, ils doivent confier une partie du travail agricole à un membre de leur famille vivant sur place, en général un frère ou une sœur, qui obtient en échange une partie de la récolte ou des animaux. Eux-mêmes participent au travail agricole, au moins en période de semis, de récolte et de transformation des produits récoltés.

Trois principes d'intégration économique et trois types d'interdépendance s'articulent dans ces pratiques : les principes de réciprocité et de redistribution, dans les relations et échanges avec l'ensemble de la communauté, qui permettent l'accès à la terre ; et le principe de *householding*, au sein d'un nouveau groupe familial constitué de la famille ayant migré à El Alto et d'une partie de la famille restée sur place. Il

¹⁷ 28,8 % des familles, selon l'enquête sur l'emploi et les conditions de vie réalisée en 2000 par le Centre d'études pour le développement de l'emploi et agricole (CECEDLA). Cette proportion n'a guère varié depuis une première enquête publiée en 1987 par Sandoval, Albó et Greaves.

faut souligner que ce groupe de production et de partage et les interdépendances qui en découlent résultent de la migration et sont en ce sens, nouveaux. D'autres pratiques et relations se créent qui, certes s'appuient sur des relations de parenté, mais surtout misent sur de nouvelles complémentarités entre l'urbain et le rural. Pour les habitants d'El Alto, cette relation inédite de solidarité permet de sécuriser leur approvisionnement en nourriture. Pour les ruraux, elle augmente leur accès à la terre ainsi qu'à des produits urbains.

Des solidarités domestiques au service de l'économie populaire urbaine

Le principe de *householding* est, par ailleurs, indispensable aux activités marchandes propres à l'économie populaire. Ces activités, comme par exemple la confection, la production artisanale, les petits services comme la lessive, le gardiennage de voitures, les réparations, ou encore le prêt à intérêt, certains types de gage immobilier et autres services financiers, sont organisées dans ou à partir du terrain ou du réseau familial et grâce à ses ressources : atelier de production installé dans une pièce de la maison ou dans le patio, échoppe (*tienda*) dans une pièce dominant sur la rue, production mobilisant la main-d'œuvre et les savoir-faire familiaux, nouvelle activité lancée grâce à l'épargne des parents, pièce de la maison placée en gage, somme prêtée pour quelques jours ou quelques semaines à un membre de la famille qui lui-même accorde des prêts informels, etc. Ces activités, qui sont essentiellement dirigées vers la vente sur des marchés à prix fluctuants, ne pourraient exister sans les solidarités familiales qui permettent la mobilisation de ces ressources, bien au-delà des capacités de chaque membre.

Le groupe domestique prenant, selon les cas et les besoins, la forme d'une famille nucléaire, élargie, recomposée ou d'un réseau familial, voire communautaire, constitue donc un espace primordial de solidarité et de protection – avec toutefois ses propres limites. Son enveloppe réduite, tout d'abord, ne permet généralement de développer que des stratégies individuelles ou des micro-entreprises familiales. Cela est loin d'être toujours suffisant lorsque, pour être rentables et dégager des revenus stables, les activités doivent être déployées à plus grande échelle.

Ces solidarités domestiques, ensuite, ne sont pas nécessairement égalitaires ni équitables. Il est utile de les envisager ici sous l'angle de la domesticité et non seulement de la « famille » – le domestique dési-

gnant ici ce qui a trait à la maison (*domus*) mais aussi à la servitude. En fonction des conditions socio-historiques, les relations domestiques évoluent entre ces deux pôles. Dans les communautés rurales aymaras, les relations entre homme et femme sont fondées sur la complémentarité. Les rôles féminins et masculins sont relativement peu différenciés au niveau des foyers [Farah I. et Salazar C. (2007), p. 40] ; une différenciation et une asymétrie apparaissent seulement au niveau politique avec la constitution d'assemblées communautaires exclusivement masculines [Harris O. (2000), chapitre 7]. Avec la migration vers El Alto et l'insertion dans l'économie informelle marchande en situation de pauvreté, les rôles féminins et masculins tendent à se différencier et à se hiérarchiser. Le marché du travail informel, tout d'abord, est segmenté en fonction du sexe, avec une différence de revenus moyens de l'ordre de 60 %¹⁸. L'insertion des hommes et des femmes migrants au marché du travail informel est donc loin de se faire également. De plus, le travail reproductif¹⁹ dans la sphère domestique devient de plus en plus séparé du travail orienté vers la génération de revenus. Il est considéré comme inférieur et échoie principalement aux femmes. Les solidarités domestiques sont donc loin de se fonder sur des relations égalitaires au sein du foyer. Les activités productives des membres d'une même famille ou réseau familial sont certes interdépendantes, mais cette interdépendance est fondée sur des rapports de domination, voire d'exploitation, prenant appui sur le genre.

Des solidarités réciprocatrices et redistributives au sein de l'économie solidaire

Les groupes d'économie solidaire, et notamment les groupes de femmes qui se sont multipliés à El Alto depuis la fin des années 1980, constituent une modalité complémentaire de protection. Des producteurs, et donc surtout des productrices, se regroupent en association, coopérative ou groupement informel autour d'une activité commune, généralement artisanale (tissage, couture, céramique, fabrication d'instruments de musique et d'objets décoratifs, plus récemment de bijoux, d'objets en bois et de meubles), et parfois agricole. La gestion de ces

¹⁸ Calcul personnel sur la base des données du programme MECOVI (*Programa para el Mejoramiento de las Encuestas y la Medición de las Condiciones de Vida en América Latina*) des Nations Unies pour 2001, citées dans le bulletin *Actualidad estadística* de l'Institut national de statistiques bolivien du 23 mars 2003, p. 2.

¹⁹ Au sens du travail permettant non seulement la subsistance matérielle, mais aussi la reproduction du lien social et du territoire de vie [Degraeve (2011), p. 82].

groupes se veut démocratique : un directoire est élu, en général pour deux ans, et ses membres sont renouvelés selon un système de « rotation des charges » issu du modèle communautaire. Le rôle de ce directoire est d'être au service du groupe, bien plus que de prendre des décisions, qui sont censées émaner de la délibération lors de réunions hebdomadaires ou d'assemblées générales. Les membres du groupe mettent en commun des ressources (équipements, local, savoir-faire) de manière à proposer une gamme de produits de meilleure qualité, fabriqués en plus grandes quantités et de manière plus régulière. À partir des complémentarités entre producteurs, ce modèle vise à se positionner collectivement sur les marchés dits « équitables » ou « écologiques », au travers de dispositifs pouvant être locaux ou internationaux, fondés sur des magasins spécialisés, des relations personnelles ou des certifications payantes. Il permet de générer de nouveaux revenus en général plus élevés et plus stables que ceux de la production et de la vente individuelle sur les marchés locaux.

Le principe d'intégration économique dominant ici est celui de la réciprocité : modèle de solidarité entre pairs, au travers des complémentarités entre producteurs, des ressources partagées et de l'autogestion démocratique. Le principe de redistribution est également mobilisé au travers de cofinancements, notamment de la coopération internationale au développement, ainsi que de formations et d'appuis techniques sollicités auprès d'ONG locales. Cependant, l'arrivée de ces ressources modifie le fonctionnement interne des organisations : il existe un risque que le modèle de solidarité entre pairs soit dévoyé en un fonctionnement hiérarchique opposant des *leaders* capables de capter ces ressources et le reste des producteurs bénéficiant de leur protection, mais soumis à leur domination. Le maintien de l'équilibre entre principes de réciprocité et de redistribution est un point crucial pour la survie des groupes d'économie solidaire et la validité du modèle dans son ensemble. Il dépend du discernement des *leaders* de ces groupes appelés à solliciter différents types de solidarité, mais aussi des caractéristiques des systèmes de redistribution, selon qu'ils sont surtout fondés sur la philanthropie (comme en Bolivie actuellement), ou au contraire sur des droits mis en œuvre par des politiques publiques.

III.2. À Rosario, les solidarités domestiques prennent le relais du système national de protection sociale

À Rosario, l'ampleur des initiatives relevant de l'économie solidaire qui impliquent un processus collectif de production est moindre que

celle observée à El Alto. La majeure partie des pratiques de protection se manifestent au sein des foyers ; c'est donc à cette échelle que doivent s'analyser les pratiques d'épargne et d'endettement des acteurs de l'économie populaire de Rosario. Les rapports de parenté y jouent un rôle important.

Des pratiques de protection...

Les besoins de protection sont de deux ordres : une protection contre l'incertitude radicale vis-à-vis du futur et une protection des foyers vis-à-vis des dépenses nécessaires aux activités productives informelles.

L'épargne est le plus souvent une épargne de précaution puisque son absence fragiliserait encore davantage les foyers plus vulnérables. Les efforts consentis pour éviter de la dépenser en soulignent encore la nécessité. Aussi l'épargne est-elle couramment « réifiée », c'est-à-dire transformée en choses. Il peut s'agir de briques, qui sont entreposées puis rapidement utilisées pour améliorer l'habitat (construction d'une maison pour les nouveaux mariés, d'une salle d'eau, d'une cuisine, d'un petit atelier de couture, d'une salle ayant pour objet la vente à domicile d'articles divers, etc.) ; ou de matériaux recyclables (fer, zinc, cuivre, carton, plastique, verre, etc.), récupérés parmi les déchets urbains ou encore d'opportunités offertes par certaines activités informelles (récupération de canalisations pour les ouvriers de la construction par exemple). Ces matériaux, entreposés dans des tonneaux, peuvent si nécessaire être vendus au poids à des entreprises chargées de les recycler. Ces pratiques de réification de l'épargne vont à l'encontre de l'idée couramment répandue selon laquelle les pauvres seraient incapables d'épargner faute de ressources monétaires [voir également Collins D. *et al.* (2009), p. 95-131], voire de prévoir l'avenir. Au contraire, puisque se protéger est un impératif, les ménages développent des formes « d'autodiscipline financière » [Guérin I. (2006), p. 549] visant à rendre l'épargne non liquide en la séparant des ressources monétaires mobilisables afin de satisfaire leurs besoins quotidiens [Roig A. (2010), p. 294-297].

Une telle « préférence pour l'illiquidité » [Shipton P. (1995), p. 257-259] offre aux ménages une protection contre des besoins financiers inattendus, insérée dans un rapport linéaire au temps long et incertain. Les sources de cette incertitude sont multiples. Les craintes le plus souvent énoncées sont celles liées à la hausse des prix (menace pour les revenus réels et pour les projets) et à la récurrence des crises

majeures qui ont frappé l'Argentine (hyperinflation de la fin des années 1980 et sortie du régime de convertibilité en janvier 2002). On comprend donc que la liquidation de l'épargne par la vente des matériaux recyclables mis de côté soit limitée à des situations de nécessité impérieuse, à même de bouleverser la subsistance du foyer, tels la maladie, la mort d'un proche ou la perte d'un emploi stable. Une logique analogue anime l'accumulation de matériaux de construction, puisque toute autre forme d'épargne ferait courir à ses instigateurs le risque d'une dépense non liée à l'amélioration de l'habitat.

D'autres pratiques moins radicales de mise à distance de l'épargne visent également à séparer ce qui doit être épargné de ce qui peut être dépensé [Roig A. (2010)], en s'appuyant non pas sur la matérialité des supports mais sur le cloisonnement de certaines dépenses. Il s'agit dans ce cas de préserver les budgets des foyers des décaissements cycliques liés aux activités lucratives : les dépenses en intrants, par exemple, sont difficilement supportables dès lors qu'elles se traduisent par des fluctuations de la consommation alimentaire. Ces pratiques visent à assurer la continuité des activités lucratives (dont le cycle de trésorerie est hebdomadaire) indépendamment des besoins financiers relatifs à la consommation des foyers (dont le cycle est journalier) [Saïag H. (2011), p. 307-311].

Durant l'enquête (août-décembre 2009), trois types de pratiques financières fortement répandues répondant à ce type de protection ont été identifiées. Elles tendaient à créer des circuits financiers spécifiques de court terme, dédiés à assurer, d'une part, l'alimentation quotidienne des foyers et, de l'autre, la continuité de la production. Une première pratique consistait à épargner sous forme de billets destinés à répondre exclusivement aux besoins de trésorerie des micro-entreprises (*microemprendimientos*). Tous les acteurs de l'économie populaire de Rosario déclarent compartimenter ainsi leurs revenus : les revenus des premières ventes de la semaine sont généralement mis dans une boîte (ou enveloppe) spécifique, jusqu'à ce que leur montant permette d'acheter les intrants nécessaires à la production de la semaine suivante. Seuls les produits des ventes ultérieures sont intégrés au budget du ménage. L'utilisation la plus courante de microcrédits destinés à financer des activités de production²⁰ s'inscrit égale-

ment dans cette perspective. La majeure partie des fonds (voire leur totalité) est fréquemment investie en intrants. Il n'est dès lors plus nécessaire d'avancer ces sommes en amputant d'autant le budget destiné à la consommation du foyer. Enfin, le *fondo*, crédit alimentaire auprès des commerçants locaux, permet symétriquement de protéger la consommation du foyer en déconnectant partiellement les dépenses d'alimentation des fluctuations erratiques des revenus et des besoins de trésorerie.

... *enchâssées dans les rapports de parenté*

Les pratiques de protection qui viennent d'être décrites sont par ailleurs enchâssées dans les rapports de parenté²¹ de telle sorte que certaines d'entre elles permettent de financer des événements clé du cycle de vie tandis que d'autres régulent l'accès des membres des foyers à l'endettement. Ce faisant, elles répondent à un principe polaire qui leur est propre : le *householding* [Hillenkamp I. et Sertet J.-M. (2011)].

Les formes d'épargne réifiées ainsi que les endettements intrafamiliaux sont fréquemment mis à contribution afin de faire face aux dépenses liées aux événements clés du cycle de vie (mariage, funérailles, anniversaire, etc.). La mort d'un membre de la famille affecte un foyer par la désorganisation des activités productives et les dépenses qu'il engendre. Les mariages, les fêtes de la puberté (*fiestas de quince*) ou les anniversaires, rendent également les ménages vulnérables, quoique de manière indirecte : ces événements ne mettent pas en jeu la survie quotidienne des foyers (à travers la diminution des ressources monétaires) mais engendrent des dépenses parfois considérables²² auxquelles on ne peut se soustraire sauf à se marginaliser. La contrainte économique révèle une obligation sociale tout aussi contraignante.

L'enchâssement des protections domestiques dans les rapports de parenté s'observe également à travers les prêts entre membres d'une même famille. Ces pratiques ne visent pas nécessairement à financer

²¹ Les rapports de genre entre concubins ne sont pas analysés ici, faute d'espace [voir à ce sujet Saïag H. (2011), p. 77-79 et 287-288 ; Zelizer V. (2005), chapitre 2 ; et Guérin I. (2011)].

²² Les dépenses effectuées lors des cérémonies de mariage, les anniversaires et les fêtes de « quinze ans » relèvent généralement de l'ostentation, ou de la *consumation* [Batallie G. (1967)]. Les nouveaux mariés doivent en outre construire leur propre maison, ce qui exige d'acquiescer un terrain, des matériaux de construction et, parfois, un appui pour la construction.

²⁰ Dans le nord de Rosario, les microcrédits sont gérés par une association locale baptisée Porajinú. Ils suivent la forme dite « à caution solidaire », à travers le programme gouvernemental « Banco Popular de la Buena Fe ». Les prêts individuels (d'un montant de 500 à 1 000 pesos) doivent être remboursés sur six mois, à un taux d'intérêt nominal de 6 % l'an.

les événements du cycle de vie : elles sont également motivées par les besoins financiers à court terme, propres aux activités lucratives non salariées. Elles sont cependant structurées par les rapports de parenté. Deux points méritent d'être soulignés à cet égard. En premier lieu, tous les membres des foyers n'ont pas accès dans la même mesure aux prêts intrafamiliaux car les rapports de parenté sont asymétriques. Dans l'ensemble des ménages enquêtés, on ne peut refuser un prêt à la génération suivante. Mais surtout, avant le mariage, *les enfants n'ont pas à rembourser leurs dettes*, contrairement à leurs parents, car ces dettes ne peuvent que se transmettre à la génération suivante, une fois que les enfants seront devenus parents [Warnier J.-P. (2009), p. 36-48]. Deuxièmement, autour de Rosario les rapports de parenté ont pour corollaire une solidarité entre membres d'une même génération (frères, sœurs, cousins). Il est ainsi communément admis qu'une sœur doit porter secours à son frère malade, si elle en a les moyens (par exemple en réglant pour lui ses frais médicaux). Plus généralement, il est difficile de refuser un prêt à ses frères et sœurs, même lorsque ceux-ci sont devenus adultes et que des doutes planent sur leur capacité à rembourser dans le futur.

Appréhender la protection sociale à partir des *pratiques* permet donc de mettre à jour des types et des échelons de protection qui échappent aux approches fondées uniquement sur les systèmes nationaux de protection sociale. Cette approche permet également de mettre en évidence les spécificités des solidarités domestiques (à El Alto et Rosario) et des groupements d'économie solidaire (à El Alto). Enfin, cette approche reconnaît aux solidarités domestiques leur rôle protecteur, sans pour autant les idéaliser : à Rosario comme à El Alto, elles reposent sur une hiérarchie interne aux foyers, fondée sur le sexe et l'âge.

CONCLUSION

À El Alto comme à Rosario, les protections prennent place à différents échelons institutionnels et répondent à diverses vulnérabilités en s'appuyant sur plusieurs types de solidarité et plusieurs principes d'intégration économique. Dans les deux cas, la vulnérabilité des acteurs de l'économie populaire s'enracine dans des formes d'oppression ancrées dans la société et dans des formes d'exposition aux risques découlant de l'expansion du principe de marché. Le cas d'El Alto révèle comment les migrations rurales ont mis à mal des solidarités

communautaires et de classe fondées sur le principe de réciprocité, dans un contexte d'exclusion de la population indigène du système national de protection sociale. Celui de Rosario illustre comment la montée des emplois de type informel a remis en cause l'articulation entre solidarité salariale et protection étatique et patronale opérée par le système national de protection sociale. Dans les deux cas, les besoins de protection s'appuient sur des pratiques locales hétérogènes : à Rosario comme à El Alto, les solidarités domestiques fondées sur le principe de *householding* occupent une place centrale, mais elles sont généralement fondées sur des hiérarchies en fonction du sexe et de l'âge. De plus leur expression varie selon qu'elles sont organisées autour de la famille nucléaire, de la famille élargie vivant au sein d'un même foyer, d'un lotissement familial ou encore de réseaux familiaux dispersés dans la ville ou entre la ville et la campagne. Le cas des groupes d'économie solidaire à El Alto montre aussi l'existence de protections fondées sur le principe de réciprocité et intégrant des mécanismes de redistribution.

La lecture polanyienne adoptée ici permet, à partir du concept de principe d'intégration économique, d'analyser en totalité les systèmes de protection sociale, sans nier la diversité de leurs articulations à des échelons institutionnels propres à chaque contexte. Cependant, ce travail doit être considéré comme une première tentative d'appréhension polanyienne des pratiques de protection sociale. Quatre axes de réflexion semblent s'imposer. Le premier serait d'approfondir la *comparaison* des types de solidarité domestique en fonction des contextes et des groupes sociaux, à travers une meilleure connaissance de l'autonomie financière des conjoints et des enfants, de la répartition des tâches et de l'extension des groupes domestiques. Le deuxième viserait à intégrer dans l'analyse les pratiques de protection liées aux *rapports de travail* au-delà des organisations de l'économie solidaire. Parmi celles-ci, une attention particulière mérite d'être portée aux protections hiérarchiques (avances sur salaires, recours régulier à l'emploi de main-d'œuvre journalière, pratiques de fidélisation de la clientèle dans certaines formes d'auto-emploi, etc.) et aux solidarités entre pairs (à travers l'étude des solidarités entre travailleurs de l'informel, lorsqu'elles existent – ateliers de couture, groupes de travail dans la construction, organisation du recyclage des déchets urbains, etc.). Un troisième axe évaluerait le *poids relatif* des différents types de solidarité et de protection en lien avec les besoins des populations. Enfin, il conviendrait de donner à ces analyses un caractère *dynamique*, en étudiant la transformation conjointe des vulnérabilités et des types de pro-

tection et de solidarité. Ces pistes doivent être explorées dans une perspective comparative multipliant les études de cas afin de proposer une typologie des systèmes de protection sociale dans les pays du Sud.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- APPELLA I., et CASANOVA L. [2008], « Los trabajadores independientes y el sistema de seguridad social. El caso del Gran Buenos Aires », in World Bank (éd.), *Aportes a una nueva visión de la informalidad laboral en la Argentina*. Buenos Aires: World Bank and Ministerio de Empleo, Trabajo y Seguridad Social, p. 121-153.
- BARIENTOS A. [2009], « Labour markets and the (hyphenated) welfare regime in Latin America », *Economy and Society*, 38(1), p. 87-108.
- BARIENTOS A. [2004], « Latin America: Towards a liberal-informal welfare regime », in Gough I., Wood G., et al. (dir.), *Insecurity and welfare regimes in Asia, Africa and Latin America*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 121-68.
- BARRIENTOS A., GIDEON J. et MOLYNEUX M. [2008], « New Developments in Latin America's Social Policy », *Development and Change*, 39(5), p. 759-74.
- BATAILLE G. [1967], *La part maudite (précédé de La notion de dépense)*. Paris: Éditions de Minuit.
- BAYON C., ROBERTS B. et SARAYI G. [1998], « Ciudadanía social y sector informal en América Latina », *Perfiles Latinoamericanos*, n° 13, p. 73-111.
- BECCARIA L., ESQUIVEL V. et MAURIZIO R. [2007], « Crise et repense : les effets sur le marché du travail et sur la distribution du revenu », in V. Hernandez, P. P. Ould-Ahmed, J. Papail et P. Phélinas (éds.), *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*. Paris: L'Harmattan, p. 173-208.
- BENETTI C. et CARTELLIER J. [1980], *Marchands, salariat et capitalistes*, Paris: Maspéro.
- BIZBERG I. et THÉRET B. [2012], « La diversité des capitalismes latino-américains : le cas de l'Argentine, du Brésil et du Mexique », *Revue de la régulation*, n°12.
- BOU L. C. [2000], « The new urban poor : the Tobas indians », *Development in Practice*, 10(1), p. 71-76.
- CALDERÓN F. et LASERNA R. [1995], *Paradojas de la Modernidad. Sociedad y cambios en Bolivia*. La Paz: CERES, Ciencias sociales.
- COLLINS D. et al. [2009], *Portfolios of the poor: how the world's poor live on \$2 a day*. Princeton: Princeton University Press.
- DAMILL M., FRENKEL R. et MAURIZIO R. [2011], « Macroeconomic policy for full and productive employment and decent work for all : an analysis of the Argentine experience », *Pre-employment macroeconomic frameworks, sectoral strategies for employment creation and the informal economy*, BIT, Genève, 20-23/09/2011.
- DEGRAVE F. [2011], « La pensée "femmes et développement". Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud », in Guérin I., Hersent M. et Fraisse L. (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris : IRD éditions et ERES, p. 63-84.
- DESTREMEAU B. et LAUTIER B. [2006], « Analyse et comparaison des systèmes de protection sociale du monde en développement : éléments de typologie et de méthode », *Document de travail du CERL*.
- ESPING-ANDERSEN G. [1990], *The three worlds of welfare capitalism*. Cambridge, Polity Press.
- FAO [2011], « Agricultura Urbana y periurbana en América Latina y El Caribe: Una realidad », www.fao.org/fileadmin/templates/FCTT/PDF/Brochure_FAO_3.pdf.
- FARAH I. et SALAZAR C. [2007], « La desigualdad entre mujeres », La Paz, CIDES-UMSA. *Documento de trabajo*, n°1.
- FÉLIZ M. et PÉREZ P. [2007], « Tiempos de cambio ? Contradicciones y conflictos en la política económica de la postconvertibilidad », in R. Boyer et J. C. Nefia (Eds.), *Salida de crisis y estrategias alternativas de desarrollo: la experiencia argentina*, Buenos Aires: Niño y Davila, p. 319-350.
- FIGUEROA F. [2005], *Welfare and Democracy in Latin America: The Development, Crises and Aftermath of Universal, Dual and Exclusionary Social States*, UNRISD Project on Social Policy and Democratization, Geneva: UNRISD, 58p.
- FRASER N. [2011], « Marketization, Social Protection, Emancipation: Toward a Neo-Polanyian Conception of Capitalist Crisis », *New Directions in Polynian Scholarship*, Salisbury, 12-13 mars 2011, Centre for Citizenship, Globalization and Governance, School of Social Sciences, University of Southampton.
- GAVA E. et al. [2011], « Social Policy and Poverty », *International Journal of Social Welfare*, UNRISD Flagship Report: Combating Poverty and Inequality, 20(3).
- GIOSA ZUAZUA N. [2007], « L'emploi, intégrateur social dans l'Argentine de l'après-convertibilité ? », *Revue Tiers Monde*, n°189, p. 35-50.
- GOLDBERG L. et LO VOULO R. [2006], *Falsas promesas : sistema de previsión social y régimen de acumulación*, Buenos Aires: Niño y Davila.
- GOUGH I. et WOOD G. (éds.), [2004], *Insecurity and Welfare Regimes in Asia, Africa and Latin America: Social Policy in Development Contexts*, Cambridge: Cambridge University Press.
- GREGORY C. [2009], « Whatever happened to householding? », in Hann C. et Hart K. (dir.), *Market and Society. The Great Transformation Today*, Cambridge, New York, Melbourne, Madrid, Cape Town, Singapore, São Paulo, Cambridge University Press, p. 133-59.
- GUÉRIN I. [2006], « Women and Money: Lessons from Senegal », *Development and Change*, 37(3), p. 549-570.

- GUÉRIN I. [2008], « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales », *Revue française de socio-économie*, n°2, p. 59-78.
- GUÉRIN I. [2011], « The Gender of Finance and Lessons for Microfinance », in B. Armendáriz et M. Labie (éds.), *The handbook of microfinance*, Washington: World Scientific Publishing Company, p. 589-612.
- HARRIS O. [2000], *To make the Earth Bear Fruit. Essays on Fertility, Work and Gender in Highland Bolivia*, London, Institute of Latin American Studies.
- HULLENKAMP I. [2009a], *Formes d'intégration de l'économie dans les démocraties de marché : une théorie substantielle à partir de l'étude du mouvement d'économie solidaire dans la ville d'El Alto (Bolivie)*, Thèse de doctorat en études du développement, Genève, Université de Genève, Institut des hautes études internationales et du développement.
- HULLENKAMP I. [2009b], « L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté », *Revue de la régulation*, n° 6 [regulation.revues.org/index7625.html].
- HULLENKAMP I. [2012], « Le principe polanyien de *householding* aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique de l'économie populaire », *Le monde entre crise et changement*, Séminaire international organisé par l'Institut d'économie politique Karl Polanyi et le réseau européen EMES, Paris, CNAM, 15-16 février 2012.
- HULLENKAMP I. et SERVER J.-M. [2011], « Reciprocity and *householding*: two Polanyian tools for analyzing solidarity today », *New Directions in Polanyian Scholarship*, Salisbury, 12-13 mars 2011, Centre for Citizenship, Globalization and Governance, School of Social Sciences, University of Southampton.
- HUBER E. (dir.) [2002], *Models of capitalism: lessons for Latin America*, University Park, PA, The Pennsylvania State University Press.
- ILO [2011], *Efficient Growth, Employment and Decent Work in Africa: Time for a New Vision*, Geneva, ILO.
- INSTITUTO PRISMA [2000], *Las políticas sobre la pobreza en Bolivia. Dimensiones políticas y resultados (1985-1999)*, La Paz, Plural.
- LEMÂÎTRE A. [2009], *Organisations d'économie sociale et solidaire. Lecture de réalités Nord et Sud à travers l'encastrement politique et une approche plurielle de l'économie*, Thèse de doctorat en sciences sociales et politiques, Paris, Louvain-la-Neuve, Conservatoire national des arts et métiers, Université catholique de Louvain.
- LEWIS C., et LLOYD-SHERLOCK P. [2009], « Social policy and economic development in South America: an historical approach to social insurance », *Economy and Society*, 38(1), p. 109-131.
- LUND F. [2008], « Social Protection and the Labour Market: Towards a Research Agenda », *IDS Bulletin*, 39(2), p. 87-92.
- MARTÍNEZ FRANZONI J. [2008], « Welfare Regimes in Latin America: Capturing Constellations of Markets, Families, and Policies », *Latin American Politics and Society*, 50(2), p. 67-100.

- MARTÍNEZ J., MOLYNEUX M. et SANCHEZ-ANCOCHEA D. [2009], « Latin American capitalism: economic and social policy in transition », *Economy and Society*, 38, n°1, p. 1-16.
- MESA-LAGO C. [2008], « Informal Employment and Pension and Healthcare Coverage by Social Insurance in Latin America », *IDS Bulletin*, 39(2), p. 79-86.
- ORLÉAN A. [2008], « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial », in F. Lordon (Ed.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris: Presses de la Fondation des Sciences Politiques, p. 55-87.
- PONT (DE) M. M., et VALLE H. [1998], « Chômage et précarisation du travail en Argentine », *Revue Tiers Monde*, n°154, p. 451-458.
- POLANYI K. [1983], *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard [trad. de l'édition de 1944 par Maurice Angeno et Catherine Malamoud].
- POLANYI K. et ARENSBERG C. M. [1975], *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Paris, Larousse université [trad. de l'édition de 1957 par Claude Rivière et Anne Rivière].
- QUJANO A. [2000], « Colonialidad del poder y clasificación social », *Journal of World System Research*, XI, n° II, p. 342-86.
- RODRÍGUEZ ENRÍQUEZ C. et FERNÁNDEZ REYES M. [2006], « La política social en la Argentina post-convertibilidad: políticas asistenciales como respuesta a los problemas de empleo », *Documento de trabajo* (CIEPP), n°55.
- ROFMAN R. et LUCCHETTI L. [2006], « Pension systems in Latin America: concepts and measurements of coverage social protection discussion », *Social protection discussion paper*, World Bank, n°0616.
- ROIG A. [2007], *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*, Thèse de doctorat en Sciences Économiques, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.
- ROIG A. [2010], « L'excédent négligé : pratiques d'épargne et institutions financières dans les secteurs populaires argentins », in J. Marques-Pereira et R. Lo Vuolo (Eds.), *Rapport final : les conditions de la stabilité de la croissance, l'épargne et la distribution des revenus en Argentine*, Paris, Caisse des Dépôts et Consignations, p. 271-338.
- ROIAS B. et GERMÁN GUAYGUA Ch. [2003], *El empleo en tiempo de crisis, Avances de Investigación no. 24*, La Paz, CEDLA.
- ROSSEL P. et ROIAS B. [2000], *Ser Productor en El Alto*, La Paz, CEDLA, Ciudad y Desarrollo n° 3.
- SAAVEDRA-CHANDUVI J. [2007], « Informality, social protection and antipovetry policies », in G. Perry (éd.), *Informality: exit and exclusion*, Washington: World Bank / The International Bank for Reconstruction and Development, p. 179-213.
- SAIAG H. [2011], *Le tueque argentin au prisme de la dette : une socioéconomie des pratiques monétaires et financières*, Thèse de doctorat en Sciences Économiques, Paris: Université Paris-Dauphine.

- SALAZAR C. *et al.* [2009], *Migración, cuidado y sostenibilidad de la vida*, La Paz, Plural.
- SÁNDVAL G., ALBO X. et GREAVES T. [1987], *Chukiyawa. La cara aymara de La Paz*, La Paz, CIPCA, Cuaderno de Investigación, IV, « Nuevos lazos con el campo ».
- SÁNDVAL G. et SOSTRES M. F. [1989], *La ciudad prometida. Pobladores y Organizaciones Sociales en El Alto*, La Paz, SYSTEMA-ILDIS.
- SARRIA ICAZA A. M. et TIRIBA L. [2006], « Économie populaire », in Laville J.-L. et Cattani A. D. (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, p. 258-68.
- SERRET J.-M. [2011], *Quelques sources ethnographiques d'un principe polaire d'intégration économique : la réciprocité*, Manuscript présenté lors du séminaire du groupe de travail romand sur l'économie solidaire, Genève, 13 septembre 2011.
- SHIPTON P. [1995], « How Gambians save: culture and economic strategy at an ethnic crossroads », in J. Guyer (Ed.), *Money matters: instability, values and social payments in the modern history of West African Communities*, London: Currey/Heinemann, p. 245-276.
- SOSA R. [2007], *El concepto de trabajo en un cambio de época. Un estudio sobre la restauración contemporánea del capital y los impactos objetivos y subjetivos en el mundo del trabajo en Argentina (1976-2006)*, Thèse de doctorat en Histoire, Universidad Nacional de Rosario, Rosario.
- THORSEN D. [2002], « 'We Help our Husbands!' Negotiating the Household Budget in Rural Burkina Faso », *Development and Change*, 33(1), p. 129-146.
- UDAPE [2007], *Informe especial: La informalidad en el mercado laboral urbano 1996-2006*, La Paz, Bolivia, Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas.
- UDAPE [2010], *Políticas Macroeconómicas, Choques Externos y Protección Social en Bolivia*, La Paz, Bolivia, Unidad de Análisis de Políticas Sociales y Económicas.
- UNNI J. et RANI U. [2003], « Social Protection for Informal Workers in India: Insecurities, Instruments and Institutional Mechanisms », *Development and Change*, 34(1), p. 127-161.
- VERA-SANSO P. [2008], « Whose Money is it?: On Misconceiving Female Autonomy and Economic Empowerment in Low-income Households », *IDS Bulletin*, 39(6), p. 51-59.
- WANDERLEY F. [2004], « Reciprocity without cooperation. Small producer networks and political identities in Bolivia », Thèse de doctorat, Columbia University, New York, Graduate School of Arts and Sciences.
- WARNIER J.-P. [2009], « Les politiques de la valeur », *Sociétés politiques comparées*, n°11, p. 1-67.
- ZELIZER V. [2005 (1994)], *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil.